

Le pouvoir d'achat fait le bonheur



Voilà un opuscule qui pourrait inspirer Emmanuel Macron s'il lui prend l'envie de le lire. Il s'intitule *Les Français, le bonheur et l'argent* (Editions Rue d'Ulm, 9 euros, 80 p.), et ses trois auteurs, les économistes Yann Algan, Elizabeth Beasley et Claudia Senik, nous livrent une conclusion inattendue sur la France, " où l'argent joue un rôle plus important sur le bien-être et les relations sociales que dans d'autres pays ". On en conclut que, s'il veut rendre les Français plus heureux, le président doit favoriser une hausse perceptible – et donc substantielle – de leur pouvoir d'achat.

Plus que d'autres Européens, ils se déclarent pessimistes sur l'avenir économique, pour eux et les générations suivantes. " Ils doutent de la capacité de leurs institutions politiques, économiques et sociales – école, entreprises et Etat – à les protéger contre les principaux risques en termes d'emploi, de logement, de santé, etc. " comme aux riches heures de l'Etat-providence, soulignent les économistes du Centre pour la recherche économique et ses applications.

Malheur public, bonheur privé. Car ils se disent, a contrario, satisfaits de leur vie familiale et sociale. Dans cette inversion des priorités, " le revenu individuel joue un rôle particulièrement important ", note encore l'étude, car il permet de se protéger des aléas de la vie et de nourrir le bien-être dans la sphère privée. Ce besoin s'explique aussi par la " décennie sans croissance du revenu par habitant " traversée depuis 2008. Et sans doute par une névrose bien hexagonale, puisque des Européens moins bien lotis n'accordent pas une telle importance à l'argent.

Au fil des sondages, le pouvoir d'achat se maintient en tête de leurs priorités. Que Macron en ait promis ou non, c'est de l'argent que les classes moyennes et populaires attendent d'abord, dans un pays où le salaire net moyen est de 2 300 euros par mois, le salaire -médian de 1 800 euros, et la retraite de 1 300 euros. Ils sont même une nette majorité à préférer une hausse de leur rémunération à un surcroît de temps libre. Où sont donc passés les idéaux de la société des loisirs chère à une gauche émancipatrice, qui en avait fait un des fondements des 35 heures ?

Jeu de miroirs

Le chef de l'Etat n'a pas entendu le message des Français : 78 % d'entre eux jugent que son action en matière de revenus va dans le mauvais sens, selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Centre de recherche de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean-Jaurès et *Le Monde*. Sa décision la plus impopulaire demeure le relèvement de 1,7 point de la CSG en début d'année. Et les enquêtes montrent que la plupart des sondés ne s'attendent à aucune munificence de sa part durant le quinquennat. Au moins le président ne trahit-il pas le candidat, qui ne l'avait pas mise au cœur de sa campagne.

Conscient d'une productivité insuffisante et critique sur la préférence française pour le chômage, il s'est abstenu de faire des promesses démagogiques. Jacques Chirac affirmait, en 1995, que " la feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi ", lui assure qu'elle peut le devenir. " Les promesses, faites d'en haut, d'augmentation généralisée des salaires, sont mauvaises " car " elles alimentent le chômage ", prévient-il dans son livre-programme *Révolution* (XO, 2016). "

Les siennes portent sur le travail, pas sur le pouvoir d'achat ", résume l'un de ses proches conseillers quand on l'interroge sur le partage du regain de croissance en 2017 (+ 2,2 %).

Trop de leviers lui échappent pour qu'il puisse en tirer un profit politique. Son gouvernement n'a la main ni sur l'inflation ni sur les entreprises (hors le smic), qui desserrent prudemment le carcan salarial. Il n'a pas davantage les moyens d'être généreux pour les 5 millions de fonctionnaires en raison de la situation calamiteuse des finances publiques : le traitement de base restera gelé, et seules quelques catégories pourraient bénéficier d'une revalorisation lors du rendez-vous salarial annuel, avancé à la mi-juin. Quant au système de redistribution fiscal-social, il est perçu comme une usine à gaz où l'Etat donne d'une main (baisse de la taxe d'habitation et de cotisations, hausse de minima sociaux) pour reprendre de l'autre (CSG, taxes sur les carburants, le tabac...).

Macron le sait, le pouvoir d'achat est une perception autant qu'une réalité sonnante et rébuchante. Un jeu de miroirs où les Français s'observent et se jaugent pour savoir qui sont les gagnants et les perdants. A ce jeu, Macron n'a fait que conforter son image de "*président des riches* " : sur les 6 milliards rendus aux ménages en 2018-2019, 42 % bénéficieront aux 5 % les plus aisés, calcule l'Observatoire français des conjonctures économiques. Ceux-là vivent heureux cachés, et l'on n'entend que la protestation des perdants.

Le chef de l'Etat doit aussi s'inquiéter de l'effet optique, et donc politique, du prélèvement de l'impôt à la source introduit en janvier 2019 : il " effacera " la hausse des salaires liée à la seconde étape de la baisse des cotisations en octobre. Moyennes et pourcentages parlent d'ailleurs plus aux économistes et aux hommes politiques qu'*au vulgum pecus*. Que signifie une hausse de revenu de 2 % pour les nombreux ménages dont les dépenses contraintes absorbent la quasi-totalité du revenu ? Ou ce seuil mensuel de 1 200 euros au-delà duquel, en Macronie, un retraité est censé être " aisé " ?

La mesure économique du bonheur a désormais droit de cité dans les milieux académiques. Angus Deaton, Prix Nobel d'économie 2015, a analysé le sentiment des bénéficiaires d'une progression de revenu en s'appuyant sur un sondage réalisé en 2008-2009 auprès de 450 000 Américains. Il en conclut que l'impression de "*bien-être émotionnel* " d'un foyer s'accroît jusqu'à environ 5 500 euros par mois, et stagne au-delà, car il y entre d'autres éléments que l'argent. Mais il y a de la marge pour rendre les Français plus heureux. Encore un effort, monsieur le Président !

par Jean-Michel Bezat